



CONFÉRENCE RÉGIONALE DE HAUT NIVEAU SUR LA JUSTICE ET LA BONNE GOUVERNANCE
Combattre l'impunité et faire respecter les droits humains en tant que facteurs essentiels à la
promotion de la paix et à la sécurité

Windsor Golf Hotel & Country Club - Nairobi, Kenya

Consultations techniques
13 et 14 mai 2019
Projet Ordre du jour

Jour 1 – Lundi 13 mai 2019

08 h30 – 09 h 00	Inscription des participants
09 h 00 – 10 h 00	Séance d'ouverture <ul style="list-style-type: none">- Déclaration de M. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs- Déclaration de M. Andrew Gilmour, Sous-Secrétaire général de l'ONU aux droits de l'homme- Déclaration de M. Zachary Muburi-Muita, Secrétaire exécutif de la CIRGL- Ouverture par le Procureur général du Kenya, M. Paul Kihara Kariuki <p><i>Discours liminaire prononcé par une personnalité de la région, qui peut présenter les objectifs des consultations</i></p>
10 h 00 – 10 h 15	Présentation des participants
10 h 15 – 10 h 30	Pause et photo de groupe
10 h 30 – 11 h 30	Le Cadre de la CIRGL pour lutter contre l'impunité et promouvoir la justice et des droits de la personne : réalisations et difficultés <u>Intervenant</u> : M. Franck Okuthe-Oyugi, Directeur exécutif du Centre régional Levy Mwanawasa pour la démocratie et la bonne gouvernance de la CIRGL
11 h 30 – 12 h 30	Expérience de la CEDEAO : Déclaration de Bamako et perspectives <u>Intervenant</u> : M. Emmanuel Okorodudu, Responsable du département Démocratie et Bonne Gouvernance à la CEDEAO
12 h 30 – 13 h 30	Déjeuner



13 h 30 – 15 h30

Table ronde d'experts 1 : Combattre l'impunité et promouvoir l'accès à la justice dans les juridictions nationales, notamment grâce à des cadres législatifs et institutionnels régionaux

Cette première table ronde examinera comment l'état de droit et l'administration de la justice peuvent être renforcés au niveau national, en particulier grâce à des cadres législatifs et institutionnels régionaux.

Modérateur: M. Franck Okuthe-Oyugi, Directeur exécutif du Centre régional Levy Mwanawasa pour la démocratie et la bonne gouvernance de la CIRGL

Intervenants :

- M. le Juge Sylvain Oré, Président de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Addis-Abeba
- M. Désiré Iwangou, Secrétariat de la CIRGL
- Mme Bénédicte Voos, HCR Bureau régional Nairobi

15 h 00 – 16 h 45

Table ronde d'experts 2 : Processus et mécanismes de justice transitionnelle et leur contribution à la lutte contre l'impunité et au renforcement de l'état de droit dans la région

En se fondant sur la politique de justice transitionnelle de l'Union africaine, cette table ronde examine le rôle des processus et mécanismes de justice transitionnelle dans la région aux fins de la mise en œuvre du Cadre et des Protocoles de la CIRGL et de la lutte contre l'impunité.

Modérateur : M. John G. Ikubaje, Union africaine

Intervenants :

- Mme Jackline Nasiwa, Directeur National du Centre pour la Gouvernance Inclusive, la Paix et la Justice, Soudan du Sud
- Mme Erica Bussey, Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires de l'ONU, experte des questions de justice internationale
- M. Christopher Gitari, Centre international pour la justice transitionnelle, Afrique de l'Est

16 h 45 – 17 h 00

Pause

17 h 00 – 18 h 00

Clôture de la première journée

Synthèse des domaines d'action et recommandations recensés au cours des tables rondes d'experts 1 et 2



Jour 2 – Mardi 14 mai 2019

9 heures – 10 h 30

Le Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs et comment maximiser son potentiel dans la lutte contre l'impunité

Cette séance vise à faire le bilan du travail accompli ces trois dernières années depuis la création du Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs, en se penchant en particulier sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la lutte contre l'impunité et en traçant la voie à suivre au moyen de recommandations concrètes quant à la manière de renforcer les effets du Réseau.

Modératrice : Mme l'Ambassadrice Eliane Berthe Mokodopo Directrice de Programme Genre, Femme et Enfant, Secrétariat de la CIRGL

Intervenant : M. Simon William M'viboudoulou, Procureur général près la Cour suprême de la République du Congo

10 h 30 – 10 h 45

Pause

10 h 45 – 12 h 45

Table ronde d'experts 3 : Contribution des institutions nationales de défense des droits de la personne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de la personne à la lutte contre l'impunité. Réalisations, difficultés et avenir

Axée essentiellement sur le rôle des institutions nationales de défense des droits de la personne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de la personne, cette séance vise à formuler des recommandations concrètes quant à la manière dont le rôle de ces acteurs dans la lutte contre l'impunité pour les auteurs de violations graves des droits de la personne et la promotion des droits de la personne peut être encore renforcé.

Modérateur : M. Andrew Gilmour, Sous-Secrétaire général de l'ONU aux droits de l'homme

Intervenants :

- Mme Julienne Lusenge, Directrice Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC)
- M. George Morara, Vice-Président de la Commission nationale kényane des droits humains (KNCHR)

12 h 45 – 13 h 45

Déjeuner



13 h 45 – 15 h 45

Table ronde d'experts 4 : Accès à la justice et octroi de réparations aux victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, y compris les violences sexuelles liées aux conflits : éléments cruciaux de la lutte contre l'impunité

Cette table ronde vise à recenser les réalisations et les enseignements tirés des expériences dans la région concernant l'octroi de réparations aux victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, y compris de violences sexuelles liées aux conflits.

Modératrice: Mme l'Ambassadrice Liberata Mulamula, ancienne
_____ Secrétaire exécutive de la CIRGL

Intervenants :

- Mme l'Ambassadrice Eliane Berthe Mokodopo Directrice de Programme Genre, Femme et Enfant, Secrétariat de la CIRGL
- Mme Tina Alai, Organisation de la société civile - Ancienne Directrice de Physicians for Human Rights-Kenya

15 h 45 – 16 h 00

Pause

16 h 00 – 17 h 15

Distribution de l'ébauche des « Projets de déclaration et de feuille de route », lecture et observations

17 h 15 – 18 h 05

Finalisation des « Projet de déclaration et de feuille de route », qui seront présentés aux Ministres de la justice

18 h 00

Clôture des Consultations techniques



Consultations ministérielles de haut-niveau

Jour 3 – Mercredi 15 mai 2019

9 h 00 – 9 h 30

Séance d'ouverture

- Déclaration de M. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs
- Déclaration liminaire de S. E. M. Aimé Ange Wilfrid Bininga (République du Congo), Ministre de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones de la République du Congo
- Ouverture par le Procureur général du Kenya, M. Paul Kihara Kariuki

9 h 30 – 9 h 45

Ouverture par l'invité d'honneur [à confirmer]

9 h 45 – 10 h 00

Photo de groupe

10 h 00 – 11 h 15

Séance à huis clos des Ministres de la justice

PRÉSENTATION ET ADOPTION DE LA DÉCLARATION

11 h 15 – 11 h 45

Présentation et adoption des recommandations issues de la table ronde d'experts 1 : Contribution de la législation et des cadres institutionnels régionaux à l'amélioration de l'état de droit, de l'accès à la justice et de l'administration de la justice

11 h 45 – 12 h 15

Présentation et adoption des recommandations issues de la table ronde d'experts 2 : Rôle des processus et mécanismes de justice transitionnelle dans la région dans la mise en œuvre du Cadre et des Protocoles de la CIRGL

12 h 15 – 12 h 45

Présentation et adoption des recommandations issues de la table ronde d'experts 3 : Contribution des institutions nationales de défense des droits de la personne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de la personne à la lutte contre l'impunité

12 h 45 – 13 h 15

Présentation et adoption des recommandations issues de la table ronde d'experts 4 :
Accès à la justice et octroi de réparations aux victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, y compris de violences sexuelles liées aux conflits

13 h 15 – 13 h 30

Adoption de la Déclaration

13 h 30 – 14 h 00

Cérémonie de clôture